



Paris, 14/10/2025

Ni résignés, ni soumis, les SPIP ont montré leur résistance le 9 octobre. Ce n'est que le début.

Jeudi 9 octobre, ce sont **500 personnels des SPIP** qui ont défilé dans les rues de Paris. Jeudi 9 octobre, ce sont également des collègues en service qui ont manifesté leur exaspération devant les politiques déclinées depuis plusieurs années pour la pénitentiaire par des rassemblements devant les tribunaux, l'organisation de réunions ou l'expression de leur solidarité avec la mobilisation parisienne.

Jeudi 9 octobre, c'était enfin la mise à l'honneur de l'héritage de Robert Badinter par sa panthéonisation par un pouvoir qui, dans le même temps, rouvre les Quartiers Haute Sécurité et met perpétuellement à mal l'État de droit.

La CGT IP et le SNEPAP-FSU remercient l'ensemble des collègues pour leur mobilisation, leur inventivité et leur détermination à garder la tête haute dans un contexte politique tout aussi anxigène qu'incertain.

Reçue à la fin du cortège parisien par un cabinet du ministre doublement démissionnaire l'intersyndicale a pu constater le jusqu'au-boutisme d'un ministre enfermé dans une logique du tout carcéral. Alors en seule gestion des affaires courantes, la délégation du cabinet a indiqué qu'elle continuerait, si elle était reconduite, à creuser, en conscience, le fossé qui la sépare de la filière insertion probation.

- La Loi SURE, qui supprime les aménagements des peines de moins de six mois, interdit le prononcé de sursis dès la moindre mention au B1 du casier judiciaire, exclue les étrangers d'accès à l'application des peines, supprime l'ajournement, rigidifie les jours amende, instaure des peines minimales par ordonnance pour toutes les infractions et réduit considérablement l'individualisation de la peine, est, selon le ministère, une clarification de l'exécution des peines qui permettrait à terme de lutter contre la surpopulation carcérale.
- Le projet de budget 2026 permettrait de dégager 100 postes pour les SPIP, non pas pour combler les plus de 1000 postes vacants, mais pour récupérer des missions de présentenciel.
- La mission de contrôle des SPIP est vraisemblablement la seule qui ait grâce à leurs yeux, cette dernière étant, selon leurs dires, à questionner et à renforcer. La création d'une police ou d'agents de probation est donc toujours sur la table du cabinet du ministre tout en renvoyant cette hypothèse aux EGIP et leurs futures préconisations.

- Les étrangers sont la seule variable d'ajustement à la surpopulation carcérale, imaginée par le ministre au mépris de la réalité des détentions ou encore de la mise à exécution des OQTF, plongeant toujours plus les personnels pénitentiaires et les détenus de France dans des conditions de vie et de travail absolument abominables.
- Les QLCO ont vocation à poursuivre leur déploiement pour atteindre prochainement le nombre de 6, le jour même où l'on faisait entrer leur plus ardent pourfendeur au Panthéon sous les honneurs de la République. Aucun bilan prévu, aucune remise en question, aucun retour sur les profils envoyés dans ces quartiers qui ne correspondent même pas au projet annoncé.

L'intersyndicale a rappelé avec force l'impasse dans laquelle ces politiques plongent l'administration pénitentiaire et plus largement la justice pénale. **Le choc des moyens pour l'administration pénitentiaire doit être orienté vers un plan de recrutement massif, notamment pour notre filière. Les vrais sujets et les vraies urgences d'un ministre responsable et soucieux de l'efficacité de l'action publique devraient être le développement des dispositifs d'insertion et de probation, la consécration de moyens conséquents afin d'accompagner correctement les usager.e.s, et l'accès aux dispositifs de droit commun concernant notamment la santé mentale ... autant de sujets sur lesquels le silence du ministre est assourdissant.**

Aujourd'hui, nous nous projetons avec consternation, et pour la troisième fois consécutive, vers la poursuite de cette politique qui prouve depuis 30 ans son inefficacité, son coût exorbitant pour le contribuable, et qui fait depuis janvier toujours plus de mal à la filière insertion probation.

Même si depuis janvier nous comptons les jours, **nous remercions encore une fois tous les collègues pour leur mobilisation, qui montre notre unité, notre force et notre détermination à continuer le combat pour montrer qu'une autre politique pénitentiaire est possible !** Plus juste, plus humaine, guidée par la réalité de nos conditions de travail et du public accompagné par nos services.